

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 10 JUILLET 1919.

Projet de loi modifiant, en raison des événements de guerre, la loi du 24 décembre 1903, sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, et complétant quelques dispositions de ladite loi (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à vos délibérations par le Gouvernement a pour objet :

1° D'ajouter à la loi organique du 24 décembre 1903 certaines dispositions nouvelles, mais essentiellement transitoires, dont le vote s'impose pour permettre de donner une solution à des situations anormales créées par la guerre ;

2° D'apporter à cette loi organique, comme le dit l'exposé des motifs, « certaines modifications et additions qui se justifient, soit par les nouvelles » conditions économiques à considérer pour l'avenir, soit par le fait que » l'expérience antérieure en a démontré l'opportunité ».

Le projet de loi a été adopté par toutes les sections.

Votre Section centrale a consacré plusieurs séances à son examen.

Elle vous propose d'amender certains textes qui vous sont soumis par le Gouvernement. Ces amendements se rattachent exclusivement aux questions dont le Gouvernement a demandé l'examen. Certes, votre Section,

(1) Projet de loi, n° 93.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHÉLYNCK, était composée de MM. FIEULLIEN, PUSSEMIER, DE LIEDEKERKE, VAN CLEEMPUTTE, BERLOZ et LÉONARD.

centrale, comme la Section centrale qui avait examiné le Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1913, n'a pas oublié qu'en 1903, au moment du vote de la loi sur les accidents du travail, la possibilité d'une revision de la loi avait été envisagée; qu'une expérience de quinze années a préparé de nouveaux progrès. Cependant la majorité des membres de votre Section centrale ont, après discussion, décidé de ne point proposer le vote de réformes qui auraient une portée plus étendue que celles qui sont demandées par le Gouvernement. Ils estiment que la Législature actuelle ne dispose pas du temps requis pour mener à bonne fin les études préalables qu'exigerait la revision de la loi de 1903, notamment si, comme un membre le proposait, on abordait l'examen du relèvement du montant de l'indemnité forfaitaire accordée à l'ouvrier accidenté.

Examen des dispositions transitoires.

ARTICLE PREMIER.

Cet article décide d'abord que le salaire servant de base à la fixation des indemnités dues en cas d'accident survenu dans une entreprise atteinte de chômage, par suite des événements de guerre, sera représenté par le total des salaires effectivement payés, augmenté de la rémunération hypothétique afférente aux jours de chômage et calculée d'après le taux desdits salaires.

Il stipule ensuite que les indemnités allouées en cas de mort et d'incapacité permanente survenus depuis le 4 août 1914 à des travailleurs employés dans ces entreprises et dont l'import n'aurait pas été calculé en tenant compte du salaire qui aurait dû servir de base, pourront être soumises à revision.

Votre Section centrale, se ralliant aux considérations par lesquelles le Gouvernement justifie dans l'exposé des motifs la solution qu'il propose, mais désirant préciser la nature et la portée de cette solution, a l'honneur de communiquer à la Chambre les observations présentées par un de ses membres.

« I. Il est entendu que l'article 1^{er} ne vise que le chômage involontaire
» résultant de la seule force majeure, la guerre. Aussi, quoique le texte
» n'assigne aucune durée à la loi, celle-ci, de sa nature, ne peut avoir
» qu'une application temporaire, c'est-à-dire une application aux chômages
» forcés causés par la guerre, laquelle est temporaire. Les points de fait
» sont à apprécier par les tribunaux.

» II. La loi de 1903, article 8, ne vise pas, en termes formels, le chômage involontaire résultant du chômage forcé de l'entreprise. Mais son
» texte n'exclut pas l'hypothèse où l'ouvrier travaillant est, dans le cours et
» par le fait de l'exécution du contrat de travail, victime d'un accident, et
» où, pour calculer son salaire pendant l'année précédant l'accident, on doit,

» en vertu dudit article, tenir compte de ce que l'ouvrier aurait gagné si,
» pendant cette année, l'entreprise n'eût point, par l'effet de la guerre, été
» forcée de chômer.

» Aussi, l'opinion excluant pareille hypothèse a-t-elle été combattue et
» a-t-elle été signalée aux assureurs par la haute administration comme
» erronée. Si le législateur, dans son omnipotence et pour des raisons
» d'équité ou d'humanité dont il est juge, tranche la controverse, il ne fait
» pas, quant au chômage spécial visé, une loi, à proprement parler, inter-
» prétative de l'article 8 de la loi de 1903 ; en effet, la loi projetée n'a
» qu'un caractère temporaire, n'a qu'une application limitée à un effet
» particulier de la guerre actuelle : elle n'est point projetée pour faire
» corps avec l'article 8 de la loi de 1903. L'article 1^{er} de la loi proposée
» est, au point de vue de l'équité, au point de vue de la moralité en affaires,
» motivé par les considérations de fait que précise l'exposé des motifs.

» III. Ces considérations et l'observation qui précède marquent le
» véritable caractère de l'alinéa 2 de l'article.

» Cet article, qui donne action en revision des accords convenus et des
» décisions définitives, pour les cas de mort ou d'incapacité permanente,
» quant à la fixation du salaire de base calculé sans tenir compte du
» chômage spécial, donnerait, à l'entendre littéralement, effet rétroactif à la
» loi, contrairement aux principes qui ont inspiré l'article 2 du Code civil ;
» en effet, même une loi interprétative, laquelle fait corps avec la loi inter-
» prétée, n'a pas d'effet sur les contrats conclus et les décisions passées en
» force de chose jugée avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle.

» Si le législateur est, dans l'occurrence, invité à user exceptionnellement
» de son omnipotence de la manière prévue à l'alinéa 2, c'est, en quelque
» sorte, pour régulariser des mesures et rectifier des situations occasionnées
» par la guerre et par l'occupation ennemie. D'une part, à la suite de
» circulaires émises de l'administration supérieure belge, et même sponta-
» nément, presque tous les assureurs et les chefs d'entreprises non assurées
» ont tenu compte du chômage spécial pour calculer le salaire de base :
» ainsi presque tous les ouvriers victimes d'un accident du travail ont obtenu
» la réparation que leur eût fait attribuer l'article 1^{er} projeté ; tous les
» assureurs eussent été forcés de régler de la même manière les réparations
» si l'occupation ennemie n'avait fait obstacle à l'exercice du pouvoir
» législatif. D'autre part, tandis que les assureurs, qui réglaient comme l'eût
» imposé le législateur, ne subissaient aucun préjudice par insuffisance du
» taux de la prime d'assurance le chômage réduisant les risques d'accident,
» inversement les assureurs qui, malgré l'appel de l'administration belge,
» n'auraient pas tenu compte du chômage spécial, tout en maintenant le
» taux des primes calculées en dehors de l'hypothèse du chômage spécial
» et de la diminution correspondante des risques, auraient réalisé et con-
» serveraient un bénéfice au détriment des sinistrés. Cette situation,
» contraire à l'équité et à la moralité, que, s'il eût été libre d'exercer son
» pouvoir, le législateur belge eût empêchée, il la corrige aujourd'hui par
» le projet de loi en réparant un mal causé par la guerre. C'est une loi d'ex-

- » pédient qui ne constitue pas un précédent pour la rétroactivité des lois et
 » elle n'affecte aucun intérêt légitime. Tel apparaît aux yeux du législateur
 » le véritable caractère juridique de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} projeté. »

ART. 2.

Un membre a fait observer :

- « La prorogation est justifiée par les motifs qui ont dicté la loi du
 » 4 août 1914, et les arrêtés pris en exécution de cette loi, comme des
 » mesures d'équité nécessitées par la guerre.
 » Aussi n'y a-t-il guère d'intérêt à examiner si la disposition projetée
 » fait double emploi avec cette loi et ces arrêtés.
 » Mais la sanction, laquelle résulte de l'alinéa 2 de l'article 2, apparaît,
 » elle aussi, comme une mesure d'équité, une mesure de réparation des
 » maux et du préjudice résultés de la confusion et du désarroi causés par
 » la guerre et par l'occupation ennemie; convient-il que la victime d'un
 » accident du travail soit et demeure frustrée d'une indemnité presque
 » toujours seul moyen de subsistance pour la victime ou des ayants droit,
 » parce que, au milieu du désarroi tragique causé par la guerre, les demandes
 » en justice auraient été tardives? Encore une fois, la disposition projetée
 » ne peut être considérée comme un précédent pour la rétroactivité
 » des lois.
 » Mais il ne paraît pas nécessaire de donner, pour les actions en annu-
 » lation, des décisions sur délai de plus de six mois, à partir de la publica-
 » tion de la loi.
 » L'équité ne demande pas que les frais soient mis à charge de celui
 » qui a bénéficié de la forclusion lorsque celle-ci a été prononcée d'office
 » par le juge. »

Votre Section centrale s'est ralliée aux propositions faites par l'honorable membre, et vous propose en conséquence de modifier comme suit l'alinéa 3 de l'article 2 :

L'action en annulation ne sera recevable que dans les six mois qui suivront la publication de la présente loi. Elle sera poursuivie devant la juridiction qui a rendu la décision attaquée. Les frais de l'instance en annulation seront mis à charge de la partie en faveur de laquelle la forclusion a été admise. Néanmoins les frais ne seront pas mis à la charge de cette partie, si la forclusion a été prononcée d'office par le juge; dans ce cas ils seront mis à la charge de l'État.

De rechtsvordering tot nietigverklaring is slechts ontvankelijk binnen zes maanden na de bekendmaking dezer wet. Zij wordt vervolgd voor de rechtbank, die de bestreden beslissing heeft gegeven. De kosten van het gedring tot nietigverklaring werden gelegd ten laste van de partij, in welker voordeel de versteking werd aangenomen. De kosten worden echter niet ten laste van deze partij, gelegd, indien de versteking door den rechter van ambtswege werd uitgesproken; in dit geval worden zij ten laste van den Staat gelegd.

ART. 3.

L'exposé des motifs énumère les décrets arbitraires pris par les autorités allemandes et qui ont, soit empêché le renouvellement de polices d'assurances, soit imposé la résiliation de contrats en cours.

L'article 3 stipule que les polices à l'exécution desquelles les ordonnances allemandes visées ont fait obstacle pourront être remises en vigueur à la demande, soit de l'assureur, soit du chef d'entreprise assuré; il règle ensuite la procédure à suivre pour faire prononcer la résiliation des polices qui ont suppléé les polices primitives.

L'exposé des motifs justifie complètement le texte dont le Gouvernement demande l'adoption.

Votre Section centrale ne propose pas d'amender ce texte; mais, il est entendu, conformément aux principes fondamentaux de l'équité, que la résiliation des polices qui ont suppléé les polices primitives et la remise en vigueur de ces dernières ne pourront préjudicier aux droits des assureurs et des assurés. Ces droits devront être réglés suivant les conventions ou suivant les lois.

Examen des dispositions additionnelles.

ART. 4 DU PROJET.

I. — *Modification proposée à l'ARTICLE PREMIER, 2^e ALINÉA, et à l'ARTICLE 8, ALINÉA 4, de la loi du 24 décembre 1903.*

Le Gouvernement propose de porter de 2,400 francs à 4,000 francs le montant maximum du salaire ou du traitement qui devra être pris en considération pour fixer les indemnités dues en cas d'accident.

Dans le texte de l'article 1^{er}, alinéa 2, et de l'article 8, alinéa 4, de la loi organique les chiffres seuls sont donc modifiés.

Le relèvement, actuel, du taux des salaires et des traitements justifie la proposition qui vous est faite.

II. — *Modification proposée à l'ARTICLE PREMIER de la loi (adjonction d'un alinéa nouveau).*

Votre Section centrale estime que l'exposé des motifs justifie suffisamment la proposition qui vous est faite de décider que les chefs d'entreprises ne pourront, en invoquant la nullité du contrat de travail, se soustraire au paiement des indemnités forfaitaires à de jeunes apprentis ou ouvriers n'ayant pas atteint, pour être engagés, l'âge requis par les lois et règlements sur la police de travail, quand ces chefs d'entreprise ont ainsi eux-mêmes violé ces lois ou ces règlements.

III. — *Modification proposée à l'ARTICLE 4, ALINÉA 3, de la loi.*

L'article 4, alinéa 3, de la loi organique stipule : « Si l'incapacité est ou » devient permanente, une allocation annuelle remplace l'indemnité » temporaire à compter du jour où, *soit par l'accord des parties, soit par » un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère » de la permanence.* A l'expiration du délai de révision, l'allocation » annuelle est remplacée par une rente viagère. »

Le Gouvernement vous propose d'adopter le texte suivant : « Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle remplace » l'indemnité temporaire à compter du jour où *l'incapacité présente le caractère de la permanence ; ce point de départ est constaté soit par l'accord » des parties, soit par un jugement définitif à l'expiration du délai, etc.* »

La comparaison de la partie soulignée des deux textes précise la portée de la proposition qui vous est faite par le Gouvernement.

Comme l'exposé des motifs le démontre, le texte nouveau reproduira, avec plus de précision que ne le fait le texte actuellement en vigueur, la pensée des rédacteurs de la loi organique et mettra fin à des controverses.

Mais votre Section centrale vous propose d'adopter ce texte comme interprétatif de l'article 4, 3^e alinéa de la loi de 1903.

La disposition formerait donc un article 5 nouveau ainsi conçu :

ART. 5.

L'article 4, 3^e alinéa de la loi du 24 décembre 1903 est, à titre interprétatif, modifié comme suit :

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 %, déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où l'incapacité présente le caractère de la permanence ; ce point de départ est constaté, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif. A l'expiration du délai de révision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

ART. 5.

Artikel 4, 3^e lid, der wet van 24 December 1903 wordt, tot verklaring, gewijzigd, als volgt :

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, dan vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 50 %, bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen met den dag, waarop de onbekwaamheid van doorloopenden aard blijkt te moeten zijn ; die dag wordt vastgesteld 'tzij door een verdrag tusschen partijen, 'tzij door een eindvonnis. Bij het eindigen van den termijn voor herziening, bepaald in artikel 30, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

IV. — *Modification proposée à l'ARTICLE 8, ALINÉA 3, de la loi.*

Le salaire minimum de base est porté de 365 francs à 730 francs par an.

Un chiffre est donc seul modifié à l'article 9, alinéa 3, de la loi organique.

La modification se justifie comme celles qui font l'objet des premières dispositions.

V. — *Modification proposée à l'ARTICLE 18 de la loi
(adjonction d'un nouvel alinéa).*

Votre Section centrale, pour supprimer les abus résultant de l'intervention de groupements qui ne sont pas ou qui ne sont plus agréés aux fins de coopérer à l'exécution de loi, vous propose, pour les raisons qu'invoque l'exposé des motifs, d'adopter le texte qui vous est soumis par le Gouvernement.

ART. 5 DU PROJET (devenant l'art. 6).

Un membre fait observer que la disposition que la loi entrera en vigueur le jour de sa publication heurterait l'article 129 de la Constitution qui consacre le principe que nulle loi ne sera obligatoire qu'après sa publication.

Se ralliant à ces observations votre Section centrale vous propose de décider que le texte de l'article 5 projeté sera rédigé comme suit :

La présente loi entrera en vigueur huit jours après sa publication au Moni- teur.	Deze wet treedt in werking acht dagen na hare bekendmaking in het Staatsblad.
---	---

Votre Section centrale, sur la proposition qui lui en a été faite par plusieurs de ses membres, émet le vœu formel que les caisses communes, dûment agréées pour l'assurance contre les dommages résultés des accidents de travail, puissent traiter dans les mêmes conditions que les sociétés ou compagnies à primes fixes.

Tel n'est pas le cas aujourd'hui.

L'agrément n'est pas octroyée aux caisses communes qui se proposent d'assurer d'autres risques que ceux qui sont expressément prévus par la loi du 24 décembre 1903. Les groupements qui organisent une caisse commune et qui désirent la faire agréer doivent, s'ils veulent garantir, comme le font les compagnies à primes fixes, les accidents du travail non forfaitaires (responsabilité civile), créer à côté de la caisse commune une société indépendante qui assurera ces risques-là.

Les inconvénients qui résultent de cette restriction imposée à l'activité des caisses communes sautent aux yeux.

Ces caisses communes sont des œuvres d'initiative utiles. Agréées par le Gouvernement après une instruction minutieuse, tenues de se conformer au même règlement général que les sociétés ou compagnies à primes fixes, elles ont inspiré une légitime confiance et elles vivent le sentiment de la solidarité. Rien ne peut s'opposer à ce que satisfaction soit donnée au désir qu'elles expriment de pouvoir pour l'assurance des accidents du travail agir comme le font les autres sociétés, d'autant plus que pour leurs opérations et pour leur gestion elles demeureront soumises au contrôle du Gouvernement.

Le texte de l'article 17 de la loi organique ne contient aucune disposition qui fasse obstacle à ce que satisfaction soit donnée à la volonté de ceux qui demandent une extension de l'activité des caisses communes.

Il suffit de modifier le texte de l'article 25 de l'arrêté royal du 29 août 1904 pris en exécution de l'article 17 de la loi.

Votre Section centrale demande cette modification ; le Gouvernement l'accepte.

Votre Section centrale vous propose, à l'unanimité de ses membres, d'adopter le projet de loi tel qu'il a été amendé.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JULI 1919.

Wetsontwerp tot wijziging, naar aanleiding van de oorlogsgebeurtenissen, der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen en tot aanvulling van enkele bepalingen dier wet ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, door de Regeering aan uwe beraadslagingen onderworpen, heeft ten doel :

1° Aan de organieke wet van 24 December 1903 sommige nieuwe, doch hoofdzakelijk voorloopige bepalingen toe te voegen, welke dienen te worden aangenomen om abnormale toestanden, door den oorlog teweeggebracht, te kunnen regelen ;

2° In die organieke wet, naar luid van de Memorie van Toelichting, enkele wijzigingen te brengen en daaraan enkele bepalingen toe te voegen, die gebillijkt worden 't zij door de nieuwe economische omstandigheden, welke met het oog op de toekomst in aanmerking dienen te worden genomen, 't zij omdat de opgedane ervaring het gepaste daarvan doet inzien.

Al de Afdeelingen hebben het wetsontwerp goedgekeurd.

Uwe Middenafdeeling heeft verscheidene vergaderingen aan het onderzoek daarvan gewijd.

(1) Wetsontwerp, n° 93.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MICHÉLYNCK, bestond uit de heeren FIEULLIEN, PUSSEMIER, DE LIEDEKERKE, VAN CLEEMPUTTE, BERLOZ en LÉONARD.

Zij stelt u voor, sommige door de Regeering ingediende teksten te wijzigen. Deze amendementen betreffen uitsluitend de vraagstukken, waarvan de Regeering het onderzoek heeft gevraagd. Gewis heeft uwe Middenafdeeling, evenals de Middenafdeeling die de Begroting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1913 had onderzocht, niet vergeten dat in 1903, bij de stemming over de ongevallenwet, de mogelijkheid van eene herziening der wet werd ingezien; dat eene ervaring van vijftien jaren. nieuwen vooruitgang heeft voorbereid. Niettemin heeft, na beraadslaging, de meerderheid van de leden uwer Middenafdeeling beslist, geene hervormingen voor te stellen, hebbende een grootere draagwijdte dan die welke door de Regeering worden gevraagd. Zij zijn van oordeel dat de huidige Wetgevende Kamers niet over den vereischten tijd beschikken om de voorafgaande studiën, door de herziening der wet van 1903 vereischt, tot een goed einde te brengen, namelijk indien, zooals een lid het voorstelde, men overging tot het onderzoek van de verhooging der eens voor al bepaalde vergoeding welke toekomt aan den door een ongeval getroffen werkmán.

Onderzoek der overgangsbepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Dit artikel bepaalt vooreerst dat onder het loon, dat ten grondslag dient aan de vaststelling der vergoedingen, verschuldigd bij ongevallen voorgekomen in eene onderneming die naar aanleiding der oorlogsgebeurtenissen stilligt, zal worden verstaan het geheel bedrag der werkelijk uitbetaalde loonen, verhoogd met de onderstelde vergelding betreffende de dagen van werkloosheid en berekend naar het bedrag van genoemde loonen.

Vervolgens wordt door het artikel bedongen, dat voor herziening vatbaar zijn de vergoedingen toegekend in geval van overlijden en van voortdurende onbekwaamheid tot werken, sedert 4 Augustus 1914 voorgekomen aan arbeiders in deze ondernemingen werkzaam, en waarvan het bedrag niet werd berekend in verhouding tot het loon dat tot grondslag had moeten dienen.

Uwe Middenafdeeling, zich vereenigende met de beschouwingen waarop de Regeering in hare Memorie van Toelichting de door haar voorgestelde oplossing steunt, doch wenshende den aard en de draagwijdte dezer oplossing nader te bepalen, heeft de eer aan de Kamer kennis te geven van de opmerkingen, door een harer leden in 't midden gebracht.

« I. Het is verstaan dat artikel 1 slechts de onvrijwillige werkloosheid bedoelt, » welke voortvloeit uit de enkele overmacht den oorlog. Ook kan de wet, » ofschoon door den tekst haar geen duur hoegenaamd wordt aangewezen, uit » haren aard slechts van tijdelijke toepassing zijn, d. w. z. van toepassing op » gedwongen werkloosheid veroorzaakt door den oorlog, die tijdelijk is. Aan de » rechtbanken behoort de uitspraak over de feiten zelf.

» II. Artikel 8 der wet van 1903 bedoelt niet, in uitdrukkelijke bewoordingen, » de onvrijwillige werkloosheid voortvloeiende uit de gedwongen staking van » het bedrijf. De tekst sluit echter het mogelijk geval niet uit, dat de arbeidende » werkmán tijdens den loop en door het feit van de uitvoering der arbeids-

» overeenkomst slachtoffer is van een ongeval, en dat men, tot berekening van
» zijn loon gedurende het jaar dat aan het ongeval voorafgaat, krachtens genoemd
» artikel in aanmerking nemen moet wat de werkmán zou gewonnen hebben,
» indien het bedrijf gedurende dit jaar naar aanleiding van den oorlog niet had
» moeten stilliggen.

» Ook werd de zienswijze, welke dergelijk geval niet aanneemt, bestreden en
» door het hoog bestuur aan de verzekeraars voor verkeerd aangewezen. Zoo de
» wetgever in zijn alvermogen en om redenen van billijkheid of van mensch-
» lievendheid waarover hij zelf oordeelt, het geschil beslecht, dan toch maakt hij,
» met het oog op de bedoelde werkloosheid van bijzonderen aard, niet eene wet
» die feitelijk de verklaring is van artikel 8 der wet van 1903; inderdaad, de
» ontworpen wet geldt slechts voor een beperkten tijd, hare toepassing wordt
» beperkt tot eene bijzondere uitwerking van dezen oorlog : zij werd niet
» ontworpen om met artikel 8 der wet van 1903 een geheel uit te maken.
» Artikel 1 der voorgestelde wet wordt, met het oog op de billijkheid, met het
» oog op de zedelijkheid in zaken, gerechtvaardigd door de beschouwingen
» steunende op de feiten zelf welke de memorie van toelichting nader uiteenzet.

» 1^{re}. Uit deze beschouwingen en uit de voorgaande opmerking blijkt wat het
» 2^e lid van het artikel werkelijk bedoelt.

» Dit artikel geeft recht op rechtsvordering tot herziening van de gesloten
» overeenkomsten en de eindbeslissingen voor de gevallen met doodelijken
» asloop of van voortdurende werkonbekwaamheid, wat betreft het grondloon
» berekend zonder de werkloosheid van bijzonderen aard in aanmerking te
» nemen; verstaat men het artikel in den letterlijken zin, dan zou het, in strijd
» met de beginselen die artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek hebben ingegeven,
» terugwerkende kracht over de wet verleenē; inderdaad, zelfs eene verkla-
» rende wet, die met de verklaarde wet een geheel uitmaakt, heeft geen uitwer-
» king op de overeenkomsten die werden gesloten, noch op de beslissingen die
» in kracht van gewijsde zijn gegaan, vóór het in werking treden van de nieuwe
» wet.

» Wordt de wetgever in onderhavig geval aangezoekt, uitzonderlijk gebruik te
» maken van zijn alvermogen op de wijze bij het 2^e lid voorzien, dan is dit
» eenigerwijs om beschikkingen te regelen en toestanden, door den oorlog of
» door de vijandelijke bezetting in 't leven geroepen, te recht te brengen.
» Eenerzijds hebben schier al de verzekeraars en de hoofden van niet verze-
» kerde ondernemingen, naar aanleiding van omzendbrieven uitgaande van het
» Belgisch hooger bestuur, en zelfs uit eigen beweging, rekening gehouden met
» de werkloosheid van bijzonderen aard om het grondloon te berekenen : aldus
» hebben bijna al de werklieden, die slachtoffer waren van een arbeidsongeval,
» de vergoeding bekomen, waarop zij recht zouden gehad hebben naar luid van
» het ontworpen eerste artikel; al de verzekeraars waren gedwongen geweest,
» de vergoedingen op gelijke wijze te regelen, zoo de vijandelijke bezetting de
» uitoefening van de wetgevende macht niet had verhinderd. Anderzijds, terwijl
» de verzekeraars, die de vergoeding regelden in den zin zooals de wetgever dit
» hadde voorzien, geen nadeel ondergingen wegens het ontoereikend bedrag der
» verzekeringspremie, vermits de werkloosheid het risico-ongeval vermindert,
» dan zouden, integendeel, de verzekeraars die, ondanks den oproep van het

» Belgisch bestuur, geen rekening mochten gehouden hebben met de werkloos-
 » heid van bijzonderen aard en tevens het bedrag der premiën handhaafden
 » berekend buiten het geval van de bijzondere werkloosheid en buiten de daar-
 » mede in verhouding staande vermindering van het risico, winsten hebben
 » gemaakt en ook behouden ten nadeele van de geteisterden. Had de Belgische
 » wetgever zijne macht vrijelijk kunnen uitoefenen dan hadde hij dezen
 » toestand, welke in strijd is met de billijkheid en de zedelijkheid, verhinderd;
 » thans brengt hij er verbetering in door middel van het wetsontwerp dat een
 » door de oorlog veroorzaakt kwaad herstelt. Deze wet moet een uitzonderlijken
 » toestand verhelpen, brengt geen voorgaande tot stand met het oog op de terug-
 » werkende kracht der wetten en druicht tegen geen billijke belangen hoege-
 » naamd in. Aldus beschouwt de wetgever de ware juridische beteekenis van
 » het tweede lid van het ontworpen eerste artikel.

ART. 2.

Een lid deed opmerken :

« De verlenging steunt op de redenen welke aanleiding hebben gegeven tot de
 » wet van 4 Augustus 1914, alsmede op de besluiten genomen ter uitvoering
 » dezer wet, als zijnde door den oorlog noodzakelijk gemaakte maatregelen van
 » rechtvaardigheid.
 » Ook levert het weinig belang op, na te gaan of de ontworpen bepaling eene
 » herhaling is van deze wet en van deze besluiten.
 » Ook de bekrachtiging, die voortvloeit uit het tweede lid van artikel 2, komt
 » echter voor als een maatregel van billijkheid, een maatregel tot herstel der
 » rampen en der nadeelen teweeggebracht door de verwarring en de verwikke-
 » lingen die hun oorsprong vonden in den oorlog en de vijandelijke bezetting;
 » betaamt het dat het slachtoffer van een arbeidsongeval verstoken zij en blijve
 » van eene vergoeding, welke bijna altijd het eenige middel van bestaan is voor
 » het slachtoffer of de rechthebbenden, omdat te midden van het tragisch gehar-
 » rewar door den oorlog verwekt, de rechtsvorderingen laatijdig werden
 » ingesteld? Het zij nogmaals gezegd : de ontworpen bepaling mag niet worden
 » aangezien als een voorgaande wat de terugwerkende kracht der wetten betreft.
 » Het schijnt echter niet noodzakelijk, voor de rechtsvorderingen tot nietig-
 » verklaring meer dan zes maanden uitstel, te rekenen van af de bekendmaking
 » der wet, te geven.
 » De billijkheid eischt niet, dat de kosten, ten laste worden gelegd van hem,
 » in wiens voordeel de versteking werd aangenomen, wanneer deze door den
 » rechter van ambtswege werd uitgesproken. »

Uwe Middenafdeeling vereenigde zich met de voorstellen van het achtbaar lid,
 en verzoekt u, bijgevolg, het derde lid van artikel 2 te wijzigen als volgt :

L'action en annulation ne sera rece- | De rechtsvordering tot nietigverkla-
 vable que dans les six mois qui suivront | ring is slechts ontvankelijk binnen zes
 la publication de la présente loi. Elle | maanden na de bekendmaking dezer
 sera poursuivie devant la juridiction qui | wet. Zij wordt vervolgd voor de recht-
 a rendu la décision attaquée. Les frais | bank, die de bestreden beslissing heeft

de l'instance en annulation seront mis à charge de la partie en faveur de laquelle la forclusion a été admise. Néanmoins les frais ne seront pas mis à la charge de cette partie, si la forclusion a été prononcée d'office par le juge; dans ce cas ils seront mis à la charge de l'État.	gegeven. De kosten van het geding tot nietigverklaring worden gelegd ten laste van de partij, in welker voordeel de versteking werd aangenomen. De kosten worden echter niet ten laste van deze partij gelegd, indien de versteking door den rechter van ambtswege werd uitgesproken; in dit geval worden zij ten laste van den Staat gelegd.
---	--

ART. 3.

De Memorie van Toelichting somt de willekeurige decreten op, die door de Duitsche overheden werden genomen en waardoor ofwel de vernieuwing der verzekeringspolissen belet ofwel de verbreking van loopende overeenkomsten opgelegd werd.

Artikel 5 bepaalt dat de polissen, waarvan bedoelde Duitsche overheden de uitvoering hebben belet, opnieuw in werking kunnen treden op verzoek hetzij van den verzekeraar, hetzij van het verzekerd ondernemingshoofd; verder regelt het de wijze die men moet volgen om de verbreking te doen uitspreken van de polissen, die in de plaats van de eerste polissen traden.

De Memorie van Toelichting rechtvaardigt volkomen den tekst, die door de Regeering wordt voorgesteld.

Uwe Middenafdeeling stelt niet voor, dezen tekst te wijzigen; doch volgens de grondregelen der billijkheid is het verstaan dat de verbreking der polissen, die in de plaats der eerste polissen kwamen, en het opnieuw in werking treden dezer laatste, de rechten der verzekeraars en der verzekerden niet mogen schaden. Deze rechten dienen te worden geregeld volgens de overeenkomsten of de wetten.

Onderzoek van de toegevoegde bepalingen.

ART. 4 VAN HET ONTWERP.

1. — *Wijziging voorgesteld in HET EERSTE ARTIKEL, 2^o LID, en in ARTIKEL 8, 4^o LID, der wet van 24 December 1903.*

De Regeering stelt voor, van 2,400 frank tot op 4,000 frank te brengen het maximum bedrag van het loon of van de wedde, dat in aanmerking zal moeten genomen worden tot berekening van de vergoedingen wegens ongevallen verschuldigd.

In den tekst van het eerste artikel, 2^o lid, en van artikel 8, 4^o lid, van de organieke wet worden dus enkel de cijfers gewijzigd.

De tegenwoordige verhooging van de loonen en de wedden billijkt het u voorgelegde voorstel.

II. — *Wijziging voorgesteld in het EERSTE ARTIKEL der wet (toevoeging van een nieuw lid).*

Uwe Middenafdeeling oordeelt dat de Memorie van Toelichting genoegzaam het u onderworpen voorstel wettigt om te beslissen dat de ondernemingshoofden,

door de nietigheid van de arbeidsovereenkomst in te roepen, zich niet zullen kunnen onttrekken aan de betaling der eens voor al bepaalde vergoedingen aan jonge leerknappen of werklieden, die niet den leeftijd hebben bereikt, door de wetten en verordeningen op de politie van den arbeid vereischt om te kunnen aangenomen worden, wanneer die ondernemingshoofden zelf gezegde wetten en reglementen niet naleefden.

III. — *Wijziging voorgesteld in ARTIKEL 4, 3^e LID, der wet.*

Artikel 4, 3^e lid, van de organieke wet bepaalt : « Indien de onbekwaamheid » voortdurend is of wordt, dan vervangt eene jaarlijksche vergoeding de » tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, *hetzij door overeenkomst* » *van partijen, 't zij door een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de onbe-* » *kwaamheid van voortdurenden aard is.* Bij het eindigen van den termijn » voor herziening wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene » lijfrente. »

De Regeering stelt u voor den volgenden tekst goed te keuren : « Indien de » onbekwaamheid voortdurend is of wordt, dan vervangt eene jaarlijksche » vergoeding de tijdelijke vergoeding te rekenen met den dag, *waarop de* » *onbekwaamheid van voortdurenden aard blijkt te moeten zijn; die dag* » *wordt vastgesteld, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij door een* » *eindvonnis. Bij het eindigen van den termijn voor herziening, enz.* »

De vergelijking van het onderstreept gedeelte van beide teksten bepaalt de beteekenis van het voorstel dat u door de Regeering aangeboden wordt.

Zooals uit de Memorie van Toelichting blijkt, zal de nieuwe tekst nauwkeuriger dan de huidige tekst de gedachte van de opstellers der organieke wet vertolken en betwistigen doen ophouden.

Uwe Middenafdeeling stelt u echter voor, dien tekst aan te nemen als verklaring van artikel 4, 3^e lid, der wet van 1903.

De bepaling zou dus opgenomen worden als een nieuw artikel 5, luidende :

ART. 5.

L'article 4, 3^e alinéa de la loi du 24 décembre 1903 est, à titre interprétatif, modifié comme suit :

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 %, déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où l'incapacité présente le caractère de la permanence; ce point de départ est constaté, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif. A l'expiration du

ART. 5.

Artikel 4, 3^e lid, der wet van 24 December 1903 wordt, tot verklaring, gewijzigd als volgt :

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, dan vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 50 %, bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag, waarop wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is; die dag wordt vastgesteld hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij

délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.	door een eindvonnis. Bij het eindigen van den termijn voor herziening, bepaald in artikel 30, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.
--	---

IV. — *Wijziging voorgesteld in ARTIKEL 8, 5^o LID, der wet.*

Het minimum-loon, dat tot grondslag dient, wordt gebracht van 363 tot op 730 frank 's jaars

Dus wordt slechts één cijfer gewijzigd in artikel 9, 5^o lid, der organieke wet.

De wijziging is zoowel te billijken als die welke het voorwerp der eerste bepalingen uitmaken.

V. — *Wijziging voorgesteld in ARTIKEL 18 der wet
(toevoeging van een nieuw lid).*

Om de misbruiken af te schaffen, voortvloeiende uit bemoeiing van groepeerings die niet of niet meer toegelaten zijn tot medewerking aan de uitvoering der wet, stelt uwe Middenafdeeling voor, om dezelfde redenen als die waarop de Memorie van Toelichting steunt, den tekst aan te nemen, die u door de Regeering is voorgelegd.

ART. 5 VAN HET ONTWERP (nieuw artikel 6).

Een lid doet opmerken dat de bepaling krachtens welke de wet in werking treedt *den dag* harer bekendmaking, artikel 129 der Grondwet zou krenken, waarbij het beginsel wordt gehuldigd, dat geene wet verbindend zal zijn dan *na* hare bekendmaking.

Uwe Middenafdeeling sluit zich bij die opmerkingen aan en stelt u voor te beslissen dat het ontworpen artikel 5 zal luiden als volgt :

La présente loi entrera en vigueur huit jours après sa publication au <i>Moniteur</i> .	Deze wet treedt in werking <i>acht dagen na</i> hare bekendmaking in het <i>Staatsblad</i> .
---	--

Op voorstel van verscheidene harer leden uit de Middenafdeeling den uitdrukkelijken wensch, dat de gemeenschappelijke kassen, behoorlijk toegelaten om de schade wegens arbeidsongevallen te verzekeren, onder dezelfde voorwaarden zouden mogen werken als de maatschappijen of vereenigingen met vaste premien.

Dat is thans het geval niet.

Toelating wordt niet verleend aan de gemeenschappelijke kassen, welke zich voorstellen andere risico's te verzekeren dan die, bij de wet van 24 December 1903 uitdrukkelijk voorzien. De groepeerings, die eene gemeenschappelijke kas oprichten en de toelating dezer wenschen te bekomen, moeten, zoo zij de niet eens voor al bepaalde vergoedingen wegens arbeidsongevallen (burgerlijk-aan-

sprakelijkheid) willen verzekeren zooals dit wordt gedaan door de maatschappijen met vaste premiën, beneyens de gemeenschappelijke kas eene zelfstandige maatschappij tot stand brengen, welke die risico's verzekeren zal.

De bezwaren wegens die beperking aan de bedrijvigheid der gemeenschappelijke kassen gesteld, vallen in 't oog.

Die gemeenschappelijke kassen zijn nuttige initiatiefswerken. Toegelaten door de Regeering na een grondig onderzoek, verplicht tot naleving van hetzelfde algemeen reglement als de maatschappijen of vereenigingen met vaste premiën, hebben zij een gegrond vertrouwen gewonnen en versterken zij het gevoel van saamenhoorigheid. Niets verzet er zich tegen, dat gevolg worde gegeven aan het verlangen dat zij uitdrukken om voor de verzekering der arbeidsongevallen te mogen handelen zooals de overige maatschappijen, te meer daar zij voor hare verrichtingen en voor haar beheer onderworpen blijven aan het toezicht der Regeering.

In den tekst van artikel 17 der organieke wet komt niets voor, dat zich er tegen verzet, voldoening te schenken aan hen, die eene uitbreiding van bedrijvigheid der gemeenschappelijke kassen vragen.

Het volstaat, den tekst te wijzigen van artikel 28 van het koninklijk besluit van 29 Augustus 1904, ter uitvoering van artikel 17 der wet genomen.

Uwe Middenafdeeling vraagt deze wijziging; de Regeering sluit zich daarbij aan.

Met de algeheele eenstemmigheid harer leden stelt uwe Middenafdeeling u voor, het wetsontwerp aan te nemen, zooals het gewijzigd werd.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSAMIER.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

